

VD_FINDINFO Décision / 2011 / 306 vom 23. Juni 2011

VD Tribunal cantonal, 2011-06-23, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_D_cision___2011___306

FR: VD_FINDINFO Décision / 2011 / 306 du 23 juin 2011

IT: VD_FINDINFO Décision / 2011 / 306 del 23 giugno 2011

Regeste

RETRAIT{VOIE DE DROIT} | 94 al. 1 let. c LPA-VD

Volltext

Vaud Tribunal cantonal Cour des assurances sociales 23.06.2011 Décision / 2011 / 306

RETRAIT{VOIE DE DROIT} | 94 al. 1 let. c LPA-VD

TRIBUNAL CANTONAL AVS 9/11 - 33/2011 COUR DES ASSURANCES SOCIALES
_____ Décision du 23 juin 2011

_____ Présidence de Mme Pasche , juge unique Greffier :
M. Germond ***** Cause pendante entre : E. _____ , à Bière, recourant, représenté par Me Laurent Damond, avocat à Lausanne, et Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS , à Clarens, intimée. _____ Art. 94 al. 1 let. c LPA-VD Vu le recours formé le 24 mars 2011 par E. _____ (ci-après: le recourant) à l'encontre de la décision sur opposition prise le 14 février 2011 par la Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS (ci-après: la caisse), vu la déclaration de retrait du recours envoyée par le recourant le 22 juin 2011; considérant qu'il y a lieu de rayer la cause du rôle par suite de retrait du recours, selon la procédure de l'art. 94 al. 1 let. c LPA-VD (loi vaudoise sur la procédure administrative, RSV 173.36), qu'il n'y a pas lieu de percevoir des frais de justice ni d'allouer de dépens (art. 91 et 99 LPA-VD). Par ces motifs, la juge unique prononce : I. La cause est rayée du rôle par suite de retrait du recours. II. Il n'est pas perçu de frais judiciaires ni alloué de dépens. La juge unique : _____ Le greffier : Du La décision qui précède est notifiée à : ■ Me Laurent Damond (pour E. _____), ■ Caisse cantonale vaudoise de compensation AVS, ■ Office fédéral des assurances sociales (OFAS), par l'envoi de photocopies. La présente décision peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral, RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Le greffier :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.